

## DÉBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ÉCOLE

Les personnels d'enseignement et d'éducation convoqués le 3 décembre 2003 dans le cadre du Débat national sur l'avenir de l'École expriment les positions suivantes.

### 1 - Ils ne participeront pas à la journée selon les modalités prévues :

- parce qu'il s'agit de la énième consultation sur l'École (pour la période la plus récente, les ministres Bayrou et Royal avaient organisé la même cérémonie),
- parce que les demandes des enseignants et des parents n'ont jamais été prises en compte à l'issue de ce type de débat : par exemple, dans notre collège, on attend toujours un deuxième poste de documentaliste, les surveillants sont en nombre insuffisant et l'infirmière n'est présente qu'un jour par semaine.

On sait fort bien que ces opérations coûteuses - en moyens financiers et en heures de cours perdues - sont des **leurre**s : on nous consulte, mais les décisions sont déjà prises. Nous en connaissons déjà quelques-unes : suppression de 4000 postes dans le secondaire, retraite à 65 ans, refus de négocier sur la perte de pouvoir d'achat des traitements, non remplacement des fonctionnaires qui partent à la retraite, dégradation des conditions de mutation, suppression de postes de surveillants et statut moins avantageux des nouveaux assistants d'éducation, retour des professeurs polyvalents donc modification des statuts, décentralisation, autonomie et concurrence des établissements, diminution des crédits pour la Recherche...

Les 22 questions posées induisent clairement le projet de démantèlement du service public de l'Éducation nationale qui, outre la dégradation des conditions de travail des élèves et des personnels, entraînera de profondes inégalités dans l'offre de formation. Par exemple, les enfants des familles qui devront changer de domicile ne seront plus assurés de trouver partout en France les mêmes programmes, les mêmes horaires, la même valeur des diplômes...

Mais pour l'instant, on tente de désamorcer le « malaise enseignant » qui s'est fortement exprimé au printemps en organisant, comme pour un soutien psychologique, des « espaces de parole » où chacun peut avoir l'illusion de se faire entendre.

Si on veut connaître les réflexions et propositions des enseignants et des parents sur l'École, on peut se reporter aux motions, synthèses, revendications diverses qui sont peut-être archivées dans les établissements ou à l'Inspection académique ou au Rectorat, à moins qu'elles n'aient été passées au broyeur, comme le seront un jour les textes qui seront produits à l'issue de ce débat.

**On peut aussi visionner les images des manifestations du printemps : les slogans repris en chœur par plus de 600 000 personnes le 25 mai, les affiches brandies exprimaient des ambitions fortes pour la formation de notre jeunesse, dont les 22 questions proposées semblent bien éloignées.**

**- 2 - L'École ne peut pas assurer seule la réussite d'enfants victimes des désastres économiques et de la violence sociale.** Les questions posées dans ce débat n'évoquent pas les 3,7 millions de personnes vivant en France sous le seuil de pauvreté, les 2,6 millions qui reçoivent une aide alimentaire, les centaines d'enfants qui survivent dans des squats ou dans la rue, car il y a des enfants SDF dans notre beau pays. La Lorraine est la deuxième région de France la plus touchée par l'augmentation de la pauvreté. Comment parler des missions de l'École quand l'État laisse à l'abandon, par le chômage des parents ou dans tous les dangers de quartiers-ghettos, des milliers d'enfants ? Comment disserter sur les problèmes de l'orientation, de partenaires extérieurs, de socles de connaissances et de compétences à acquérir, quand des milliers d'élèves viennent à l'école le ventre vide ? A ces questions de fond, le Ministère répond en distribuant 15 millions de belles brochures pour animer 15000 débats d'où s'élèvera une cacophonie d'opinions du type des micros-trottoirs, dont la synthèse, si elle devait être honnête, prendrait des mois. Mais les 90 pages de fiches déjà parues sur Internet ne contiennent-elles pas les réponses attendues ? Quel est le coût total de l'opération ?

- 3 - **Pourquoi ne pas organiser le même débat** sur des questions aussi importantes pour la Nation que la médecine, le travail, le commerce, les transports, l'énergie, les milliards d'impôts engloutis dans le scandale du Crédit Lyonnais ... ? Parce que l'École est le dernier rempart républicain contre la course effrénée au profit à court terme, le dernier lieu où jaillissent encore les mots de Liberté, Egalité, Fraternité, et qu'il faut l'abattre en disant : « On a consulté la Nation et voilà comment on va enfin libérer les énergies, gérer l'École comme l'entreprise... », bref débrider le jargon ultra-libéral qui veut faire croire que la dérèglementation sociale est un progrès, que l'abandon des droits conquis par les sacrifices de nos anciens est une modernisation, que la loi républicaine (congés payés, retraites, durée légale du travail, missions de l'Etat) doit s'effacer devant des exigences de rentabilité financière. De même que les entreprises licencient et délocalisent, que l'Etat réduit les indemnités des chômeurs et s'apprête à dégrader le système de santé, l'École de demain, comme l'impliquent les questions posées à ce débat, laissera sur le bord du chemin les enfants les plus faibles, non parce qu'ils seraient en difficulté intellectuelle, mais parce que leur famille n'aura pas les moyens de les maintenir dans un système de plus en plus coûteux, en particulier dans l'enseignement supérieur, parce qu'il ne sera plus financé par la contribution publique. Les parents en situation de précarité, aux salaires faibles, devant payer de plus en plus de frais médicaux, vivant sous la menace du chômage, ou, pour les moins démunis, devant cotiser pour leur retraite à des organismes privés, pourront-ils motiver leurs enfants pour qu'ils poursuivent des études ou bien, comme en 1900, les presseront-ils de quitter l'école pour ne plus les avoir à leur charge ?

C'est ce débat-là qu'il faudrait engager dans la Nation. Mais on ne consulte pas le peuple sur les grandes questions : on a pensé qu'il aurait été dangereux d'organiser un referendum sur la décentralisation. Il est beaucoup plus simple de faire croire qu'on prend notre avis sur un jour, alors qu'après les consultations précédentes, quelle que soit la couleur politique des gouvernements depuis vingt ans, l'École républicaine n'a jamais obtenu des moyens à la hauteur de ses missions, malgré des dizaines de pseudo-réformes. Pour le «grand débat» de ce jour, il est probable que des experts auto-proclamés sont déjà au travail et que le mouvement de démantèlement du service public d'éducation est déjà enclenché.

#### - 4 – Notre vision de l'Avenir de l'École :

Nous voulons :

Une École **nationale**,

Une École recentrée sur les **savoirs**,

Une École qui défende **l'autorité de ses maîtres**,

Une École qui affirme sa **laïcité**,

Une École qui ne triche pas sur les moyens mis à la disposition des élèves (n'est-ce pas cela mettre l'élève au centre du système ?)

Une École qui ne considère pas l'éducation comme **une marchandise**, qui ne fasse pas du chiffre,

Une École qui ouvre sur **l'égalité** et non l'égalitarisme,

Une École qui **revalorise** le métier de ses maîtres (**revalorisation financière**),

Une École qui fasse enfin **confiance** à ses maîtres et cesse de les infantiliser ou de les prendre pour des gogos.

**En conséquence, nous ne participerons pas aux ateliers prévus pour cette journée et nous considérons que cette motion est notre seule contribution au débat.**